

L'heure est plus que jamais à l'action

Alors que le spectre d'une récession plane désormais sur l'économie française comme sur celle de la plupart des pays de l'Union Européenne, le Premier ministre, François Fillon, s'emploie à minimiser l'ampleur de la crise en évoquant un simple ralentissement passager.

Au lieu de répondre concrètement aux attentes et aux besoins sociaux de plus en plus pressants de la population, le gouvernement entend poursuivre et accélérer encore ses prétendues « réformes » engagées depuis l'élection de Nicolas Sarkozy. Tout démontre pourtant que la politique conduite depuis plus de 15 mois structure et creuse les inégalités.

Pas de trêve estivale donc pour les mauvais coups. Que les français soient de plus en plus nombreux à connaître d'énormes difficultés, le pouvoir n'en a cure. La dégradation continue du pouvoir d'achat (la hausse de 2% des tarifs de l'électricité et de 5 % de ceux du gaz décidée cet été n'est qu'une nouvelle ponction parmi d'autres) n'aura pas empêché le Premier ministre d'écrire le 28 juillet aux organisations syndicales pour annoncer un tour de vis supplémentaire sur la protection sociale. Se profilent ainsi clairement de nouveaux reculs sociaux en matière de retraites, d'assurance chômage et maladie, comme sur la branche famille.

Selon le gouvernement, il est également urgent de s'attaquer au marché du travail, à son organisation et à sa législation dans le sens, bien sûr, de plus de...flexibilité.

Ces options politiques portent le sceau de l'idéologie ultralibérale chère à la majorité présidentielle. Ignorant les récentes études de l'OCDE et de l'INSEE qui montrent incontestablement que la France est malade d'une politique de sous-emploi, de déqualification et de précarisation du travail, le gouvernement alimente dans l'opinion publique une campagne de stigmatisation des plus démunis et des exclus, et nous prépare une société porteuse de divisions, de tensions et d'affrontements.

Nicolas Sarkozy et François Fillon n'ont bien sûr mis aucun bémol non plus à la violente offensive contre la Fonction publique et l'emploi public lancée dès leur arrivée aux affaires et mise en œuvre depuis sous couvert, notamment, de la trop fameuse RGPP. Les orientations budgétaires pour la période 2009-2011 présentées par Eric Woerth, ministre du budget, à la mi-juillet relèvent de fait, malgré les dénégations et les démentis gouvernementaux, d'un vrai plan de rigueur.

L'annonce au début de l'été du changement de statut et de l'ouverture du capital de la Poste - ou pour parler clair de sa privatisation totale - répond à la même volonté politique de démantèlement des services publics et de libéralisation sauvage de l'économie.

Dans ces conditions, pour la CGT, la rentrée sociale doit être plus que jamais revendicative et combative afin de créer le rapport de forces permettant d'imposer des négociations salariales. La CGT exige en effet l'augmentation générale des salaires et des pensions de retraites, se battant pour la revalorisation du Smic et du minimum Fonction publique à 1500 euros brut tout de suite. Elle réaffirme que cette revalorisation est indissociable d'une augmentation de l'ensemble des salaires du privé, du public et de la Fonction publique.

À la Culture, la lutte que nous menons tous ensemble depuis l'automne 2007 pour la défense, l'essor et le renouveau du ministère et de ses missions, pour des créations d'emplois à la hauteur des besoins non satisfaits est naturellement inséparable des exigences sociales posées au plan national et interprofessionnel. La CGT-Culture, avec le souci constant de l'unité et des solidarités effectives, réaffirme toute sa détermination à agir pour faire gagner les revendications des personnels. Le Ministre et son cabinet doivent comprendre que nous ne lâcherons pas une once de terrain quant au devenir du service public culturel et aux moyens humains et financiers nécessaires à son développement.